

Brétigny-sur-Orge : quatre ans après, les victimes de la catastrophe ferroviaire réclament justice

jeudi 13 juillet 2017, par Thémis



Lors de la manifestation organisée ce mercredi et commémorant les 4 ans de la catastrophe ferroviaire ayant causé 7 morts, les victimes ont réclamé un procès et dénoncé les lenteurs de la justice.

Il est un peu plus de 17 heures, ce mercredi. A cet instant là, quatre ans plus tôt, le train Paris-Limoges entrainait en gare de Brétigny-sur-Orge (Essonne) et déraillait, causant 7 morts et faisant des centaines de blessés. Aujourd'hui, pas de bruit, de fracas, mais une minute de silence chargée d'émotion. « Les années passent, la douleur reste », souffle Nicolas Méary le maire (UDI) de Brétigny. De leur côté, les victimes demandent « justice ». Elles ont profité de cette commémoration pour se faire entendre.

« Nous tentons de garder confiance face à la froideur des juges, a lancé Thierry Gomes, président de l'association des victimes de la catastrophe ferroviaire, qui suit l'enquête de près. Nous pensons que toutes les pistes n'ont pas été explorées. Mais toutes les demandes de complément d'information que nous leur avons formulé ont été refusées. A l'inverse une expertise a été accordée à la SNCF. Ce que nous voulons c'est la vérité. Et nous assurer de la sécurité des usagers. Aujourd'hui 40 % des voies et 30 % des aiguillages en France ont plus de 30 ans. Il faut entretenir ce réseau. »

Certains s'exprimaient pour la première fois : « Au quotidien on a envie de pleurer, souffle ce timide retraité. On a besoin que ce procès ait lieu. Alors monsieur Pépy, président de la SNCF, dites à vos avocats d'arrêter toutes ces procédures qui retardent ce dossier. »

« Nous faisons en sorte que toutes les leçons soient tirées de cet accident »

D'autres, qui peinent à marcher et sont soutenus par une canne ou leur proche, témoignent des « dégâts toujours palpables de ce drame. » Face à ces revendications la ministre des Transports, Elisabeth Borne, présente pour ces commémorations, a tenu à répondre : « Il y aura des choix à faire en termes de budget, mais notre priorité va à l'entretien et la rénovation du réseau des transports quotidiens. Pas aux inaugurations. Nous faisons en sorte que toutes les leçons soient tirées de cet accident. »

Date : 12/07/2017

Auteur : Florian Loisy

Source : Le Parisien